



Rapport d'introduction

12^{ème} congrès fédéral

Natacha POMMET

« La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat...

... Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.

Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

... cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation de salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. »

Vous l'avez reconnue, c'est la Charte d'Amiens de 1906. Elle fait partie intégrante de nos statuts confédéraux et, donc, de nos statuts fédéraux.

Ce texte, adopté au 9^{ème} congrès de la CGT, il y a plus de 110 ans, alors que le temps de travail dépassait allègrement les 70h, que la Sécurité sociale n'existait pas, ni le SMIC et encore moins le droit de grève des fonctionnaires me semble être une bonne introduction à nos travaux de congrès.

En plus de 110 ans, les travailleurs ont obtenu plusieurs réductions du temps de travail :

- Par la mise en place d'un temps de travail hebdomadaire,
- Par l'instauration des congés payés,
- Et enfin par la mise en place de la retraite à 60 ans.

Les travailleurs, avec la CGT, ont également conquis le Code du travail suivi des conventions collectives ainsi que les différents statuts d'agents publics, dont le nôtre. Ils ont conquis et bâti eux-mêmes avec la CGT comme outil commun, le Régime général de Sécurité sociale dès 1946 en dotant la France d'un système de santé et de retraite au service de toute la population.

Les salariés, enfin, ont obtenu les grilles de salaires et à plusieurs reprises et surtout en 1968 des augmentations notables du SMIC et des salaires.

Par ce bref rappel du rôle de la CGT, de sa dimension incontournable au sein de la lutte de classe, il s'agit de redonner du sens à notre engagement quotidien et nous mettre d'accord sur les orientations choisies et les moyens pour y parvenir.

La charte d'Amiens rappelle ces objectifs très clairement et l'histoire évoquée précédemment démontre, si cela s'avérait nécessaire, que cette conception du syndicalisme qui en fait sa nature et en détermine sa stratégie a déjà fait ses preuves.

Après un mandat riche en luttes de dimensions professionnelles, interprofessionnelles, nationales ou locales, nous sentons bien que se réunissent peu à peu les conditions pour renouer avec la dynamique des conquêtes sociales ! Mais comme il y a 124 ans à Limoges, cela passe par le besoin d'une organisation efficace de notre classe pour gagner!! Nous, nous savons que la CGT est encore et toujours cet outil dont ont besoin les salariés. À nous de leur démontrer.

Une belle et noble raison pour vous souhaiter à toutes et tous de bons travaux pour ce 12^{ème} congrès de la Fédération CGT des Services publics.

Je salue, en votre nom, celles et ceux qui ont contribué à l'organisation de ce congrès : nos camarades du syndicat de Montpellier, de la CSD et de l'UD de l'Hérault, de la CFR d'Occitanie, de l'équipe technique de la fédération et des camarades de la direction fédérale. Ils méritent nos applaudissements.

Au nom du congrès je salue également l'ensemble de nos invités qui nous font l'amitié d'être présents.

Je ne peux m'empêcher, en étant à Montpellier, de penser à nos camarades de la direction fédérale trop tôt disparus Véronique Diaz et Arnaud Mellaerts dont le souvenir a été évoqué tout à l'heure et auxquels je tiens à rendre un hommage particulier en ce premier jour de congrès : Véronique et Arnaud, vous nous accompagnerez tout au long de cette semaine !

I- Aspects internationaux

Il y a 4 ans, le congrès appelait à un état d'urgence sociale !

Aujourd'hui, force est de constater que la situation est toujours aussi tendue.

Le contexte international a été particulièrement marqué par une offensive néolibérale autoritaire dans de nombreux pays et sur tous les continents.

Les États-Unis, le Brésil, la Turquie, la Russie, Israël, l'Algérie, la Syrie, la Bolivie depuis peu ont vu arriver ou ont confirmé à leur tête des gouvernements autoritaires ou réactionnaires qui réservent régulièrement leurs attaques aux travailleurs ou aux populations affaiblies.

En premier lieu vous me permettez d'évoquer la situation en Bolivie. Alors que ce pays était le premier à s'être doté d'un dirigeant indien dès 2006 les forces de droites et d'extrême droite aidée en ça par les États-Unis ont pris le pouvoir et s'apprêtent à semer le chaos.

Au Brésil, l'actualité de cet été a confirmé que les magistrats responsables de l'opération anticorruption « lavage express » ont conspiré pour envoyer en prison l'ex-président Lula, empêchant ainsi la possibilité de son retour pour l'élection présidentielle de 2018. Élection qui a porté au pouvoir l'ancien leader de l'extrême droite Jair BOLSONARO. Ce triste sire cumule à la fois le racisme, le sexisme, l'homophobie et met en œuvre avec la complicité des États-Unis un programme raciste de dévastation sociale et environnementale. Si la technique du coup d'État a changé, le résultat, lui, est le même pour la population du Brésil! Le gouvernement a été contraint de libérer Lula après plus de 18 mois d'enfermement ! Et dès sa libération, ce combattant n'a pas hésité à se porter comme l'opposant à Bolsonaro, nous montrant ainsi comment chacun doit se positionner face à l'arbitraire, ne rien lâcher !

En Algérie le peuple se mobilise depuis plusieurs mois pour dire stop au règne du clan Bouteflika - au départ - et pour un vrai changement social - ensuite. L'arrestation et la condamnation abusive d'opposants aux premiers rangs desquels Luisa Hanoune n'a pas stoppé les vendredis de mobilisation.

Mobilisations toujours et encore dans les territoires palestiniens où la ségrégation exercée par Israël avec le soutien des États-Unis et l'inaction coupable des puissances occidentales continue de priver de toutes possibilités de subsistance des milliers d'habitants des territoires occupés au mépris des résolutions de l'ONU.

La politique internationale de la France, aux ordres des grands groupes industriels et financiers, privilégie les accords commerciaux avec ces gouvernements iniques. Elle n'hésite pas à leur vendre des armes, du moment que cette industrie réalise son troisième meilleur chiffre d'affaires - plus de 9,1 milliards d'euros – depuis 2015.

Et lorsque les peuples victimes de ces politiques cherchent à fuir les zones de guerre, l'Europe les laisse courir des risques insensés avant de les parquer dans des « hot spots ». Pire, les quelques rares ONG leur venant en aide sont montrées du doigt et accusées d'être des passeurs ! Celles et ceux qui ne font que respecter notre constitution sont traités comme des délinquants et traînés en justice, un comble !

L'impuissance volontaire des gouvernants européens n'en finit pas de causer la mort des populations qui traversent la Méditerranée. Le ministre de l'intérieur italien, depuis débarqué, n'avait pas hésité à faire arrêter deux capitaines de bateau secourant des rescapés et à prendre un décret leur interdisant de pénétrer les eaux territoriales italiennes.

En Irak, le peuple se mobilise contre la politique antisociale du gouvernement et réclame l'amélioration des services publics, rejette le clientélisme et la corruption qui y prévalent, il veut une véritable politique de lutte contre le chômage et la pauvreté : bref du progrès social.

Le Chili rencontre le même mouvement de contestation sociale, causé au départ par l'augmentation du prix du ticket de métro. La contestation qui s'est développée sur les réseaux sociaux et a vite donné de grandes manifestations pour défendre les droits sociaux, les salaires, les retraites, contre les privatisations de la santé, de l'éducation, des transports, de l'énergie, de l'eau...le tout avec une croissance de 4% qui ne va que dans les poches des plus riches. Ce mouvement réprimé dans le sang par un gouvernement qui renoue avec de vieux démons se répand partout dans le monde avec les mêmes revendications.

"Ils nous ont tant volés qu'ils nous ont même pris notre peur ! ". Un slogan chilien à méditer chez nous aussi en France !

Au Liban, c'est au départ une taxe sur un réseau social qui devient le déclencheur d'une explosion sociale. La démission du Premier ministre n'a pas calmé les contestations, car là aussi les populations veulent de vrais progrès sociaux.

Du Chili à l'Irak, en passant par la France et l'Algérie, le Capitalisme en crise se réfugie dans l'arrogance et la violence, mais il ne peut plus dissimuler qu'il marque le pas, confronté à une exaspération générale et croissante.

Et parce qu'elle est l'outil qu'ils se sont donné, la CGT, est et reste aux côtés de tous ces travailleurs, comme aux côtés du peuple kurde et de tous les peuples opprimés, car pour elle la solidarité internationale ce ne sont pas que des mots ! La Fédération réaffirme aussi dans ce cadre-là ses valeurs de paix et de fraternité dans son combat internationaliste pour le progrès social, la démocratie, la liberté, indispensables au bien vivre ensemble !

II- Europe

En Europe aussi les peuples ont porté au pouvoir des gouvernements réactionnaires. La Grèce renoue avec un gouvernement néo-libéral dont le premier geste est de baisser les impôts, et l'Angleterre s'enferme dans un Brexit qui n'en finit plus et qui n'est que le faux nez d'une contre-offensive du Thatchérisme le plus dur pour les travailleurs britanniques.

Depuis 2002 en France et en Europe, avec une accélération dans la dernière décennie, le Capital renoue avec les heures les plus sombres et sales de son histoire en utilisant son recours ultime: - l'extrême droite aidée et favorisée pour son accession aux commandes dans plusieurs États.

Cette grave question doit nous préoccuper, car *« Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre »*. Nous, militantes et militants de la CGT, la connaissons. Nous devons donc rester intraitables sur les questions du racisme, de la xénophobie, du sexisme et de l'homophobie.

Car ce n'est pas le migrant qui détourne des milliards par la fraude, mais bien le Capital ; ce ne sont pas les habitants des pays pauvres qui polluent la planète et pillent les richesses, mais les grands trusts industriels et financiers ; ce ne sont pas les 1,1 milliard d'euros de l'aide médicalisée qui plombent le budget de l'État en France, mais bien les dizaines de

milliards d'argent public détournés chaque année en CICE au profit des seuls actionnaires. Les entreprises françaises ont encore versé cette année près de 200 milliards d'euros de dividendes : le voilà le véritable fléau !

Rappelons nous, mes camarades, qu'il n'existe qu'une seule frontière : celle entre le capital et le travail ! Notre rôle est de créer les conditions pour la renverser !

Les 4 dernières années ont été l'occasion à travers le monde de larges mobilisations : pour la liberté, la paix, pour le progrès social et le climat. Ces thèmes ont été aussi largement développés dans les revendications du mouvement de contestation porté pendant l'année qui vient de s'écouler. Que cela soit par les Gilets jaunes, les Gilets roses, les Stylos rouges, les marches pour le climat, les peuples aspirent à un autre monde, un autre système que celui qui détruit la planète, jette les populations sur les routes de l'exil pour fuir les conflits armés.

Les multinationales infligent une exploitation de l'écosystème suicidaire pour le genre humain, des semences imposées par Monsanto à l'exploitation et la pollution des espaces naturels. Pas très loin d'ici, la mine d'or de Salsigne non dépolluée annonce une catastrophe sanitaire majeure.

Comment ne pas faire le lien entre ces transnationales auxquelles les gouvernements ont servi un cadre juridique sur mesure, et la dévastation de la faune et de la flore. En fait la mort par marchandisation de tout ce qui est nécessaire aux vies des populations.

Les flux de populations qui fuient des zones détruites par l'agriculture intensive, le dérèglement climatique, les conflits sont les symptômes du pillage des ressources naturelles par la production capitaliste. La forêt Amazonienne brûle en plein coeur de l'été et du G 7 de Biarritz, mais ce n'est pas un hasard du calendrier! C'est la conséquence logique du retour des pleins pouvoirs pour l'agro Business couplé aux divers traités internationaux qui sont l'allumette !

Il est plus que temps d'accélérer la fin de ce mode de production et la CGT doit en être un acteur décisif !

Un autre sujet de luttes qui grandit partout dans le monde, ce sont les mouvements de dénonciation contre les violences faites aux femmes. Que l'on songe à la violence sociale qui les frappe particulièrement dans le monde du travail, jusqu'au féminicide trop longtemps relégué au crime passionnel, voilà tout ce qu'une nouvelle génération ne veut plus voir dans les relations entre femmes et hommes. La fédération participera et appelle à participer massivement aux manifestations qui auront lieu samedi dans toute la France pour dénoncer ces violences et aux actions sur les lieux de travail le lundi 25 novembre à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes.

Oui, les femmes subissent ces violences parce qu'elles sont des femmes. Mais ne nous y trompons pas. Ce qui apparaît maintenant au grand jour, et que nous devons combattre de toutes nos forces, est aussi le traitement séculaire par le Capital d'une catégorie de salariés.

Du patriarcat au paternalisme, il n'y a qu'un pas. Ce pas franchi, le patronat a toujours justifié les inégalités dans le travail, les entraves à l'accès à l'éducation et à la formation, le confinement aux tâches domestiques, en naturalisant la position des femmes dans la société. Par conséquent que certains hommes assoient leur comportement sur ce principe d'oppression ne saurait être toléré ni dans nos propres organisations ni ailleurs.

III- En France

Dernièrement, aux fins du détournement du mécontentement social vers la haine de l'étranger, Macron nous a refait le coup du débat sur l'immigration. Comme Mitterrand avant lui et la droite depuis toujours, seule la visée électoraliste compte.

Il y a 80 ans la classe dominante clamait « Hitler plutôt que le Front populaire ». Souvenons-nous, camarades, les désastres incommensurables que cette doctrine a provoqués. Nos aînés, avec le programme du Conseil National de la Résistance, avaient su prendre leurs responsabilités pour que cela n'arrive plus jamais. Des femmes et des hommes avaient su, au pire moment, s'organiser pour élaborer ensemble un projet de société pour que l'accession aux responsabilités de l'extrême droite ne soit jamais possible. Ne l'oublions pas, le CNR était le résultat de la résistance, mais surtout, du rapport des forces présentes en son sein, comme prolongement des luttes de 1936. **Le CNR nous rappelle que c'est avant toute chose, le rapport de force dans les luttes et rien d'autre qui permet l'avènement d'un projet alternatif progressiste.**

Il est grand temps d'arrêter de penser que nous en serions incapables aujourd'hui ! Il s'agit d'un sujet de débat en soit et nul doute que vous interviendrez, je vous y invite !

Car en effet, le terreau de la lutte est là et bien là. Depuis notre dernier congrès, de larges mouvements sociaux se sont développés. Ils expriment un ras-le-bol de la situation sociale. Certes de façon souvent désordonnée, mais le jeu cynique de l'alternance politique ne marche plus et les Français s'en sont rendu compte.

La casse de notre modèle social s'est accélérée ces dernières années notamment par celle du Code du travail suivi de nos statuts comme ceux de nos collègues des entreprises publiques. Ce qui ouvre toujours plus la voie à l'attaque contre le salaire socialisé et les droits qui en découlent. Sans oublier la cohérence d'ensemble avec l'attaque contre le droit pour les salariés de se défendre avec les coups portés aux Prud'hommes, aux CHSCT et à toutes les instances, dont les CAP chez nous.

IV- Fonction publique

La loi de transformation de la fonction publique est, et nous serons tous d'accord sur ce point, une attaque massive à la fois contre le statut de fonctionnaire, mais également contre les services publics. Par extension, cette loi pourrait signer l'acte définitif de décès de notre République sociale si nous ne faisons rien et il n'est pas encore trop tard pour agir ! Débattons-en !

Macron déclarait à la fin du mois de mai vouloir remplacer les hauts fonctionnaires qui lui disent non dès le mois suivant. Ceci afin que les réformes qu'il a préparées soient appliquées plus rapidement.

C'est bien par cet angle que le gouvernement a décidé d'attaquer le statut : le fonctionnaire sujet à la place du fonctionnaire citoyen.

Le statut de fonctionnaire repose sur trois principes que la loi de transformation de la fonction publique remet largement en cause :

En favorisant largement le recrutement de contractuels, en mettant en place le salaire au mérite, en vidant les instances représentatives du personnel de leurs prérogatives le gouvernement entend mettre fin **au principe d'égalité**.

En généralisant l'emploi d'agents hors statut le gouvernement entend mettre à disposition des élus locaux des salariés désarmés face à l'arbitraire. Il s'attaque ainsi au **principe d'indépendance**, issu d'une loi qui avalise le principe de séparation du grade et de l'emploi. Ce principe affirme l'indépendance du fonctionnaire vis-à-vis du pouvoir politique et de l'arbitraire. Garantissant ainsi le fonctionnaire et le service public, il protège tous les fonctionnaires, quel que soit leur grade.

En fragilisant l'agent public par divers dispositifs, rupture conventionnelle de contrat, contrats de projet, le gouvernement souhaite disposer de boucs émissaires formés aux méthodes d'organisation du secteur privé, faciles à désigner à la vindicte populaire en cas de grogne sociale. Il veut des fonctionnaires fusibles et les cadres sont tout particulièrement visés par ces dispositifs. Cette loi bafoue ainsi le **principe de responsabilité**.

Transformer des cadres assujettis en bras armés du pouvoir politique, dans un contexte d'austérité budgétaire revient à donner à la Fonction publique une vision uniquement pyramidale des ressources humaines.

La gestion des organisations par ce prisme tend à faire des cadres les bras armés du pouvoir politique sommés de réduire les moyens de fonctionnement du service public. Réduire le personnel, désorganiser les collectifs de travail, fonctionner par objectifs dans le cadre de l'évaluation annuelle, bref tous les outils mis en place depuis quelques années sont confortés et généralisés dans cette loi.

À travers cette loi le gouvernement, avec le soutien de la frange la plus réactionnaire des employeurs, en a profité pour attenter au droit de grève des fonctionnaires territoriaux. Cette volonté confirme que les chiffres officiels habituellement communiqués présentant des taux de grévistes ridiculement bas dans la Fonction publique territoriale n'ont pas grand-chose à voir avec la réalité.

La direction fédérale appelle les syndicats à s'engager dans la bataille pour gagner la décision formelle des employeurs de n'ouvrir aucune négociation visant à restreindre ce droit de grève. La campagne à venir des élections municipales constitue de ce point de vue un

moment important. Nous devons partout appeler les candidats à dévoiler leur position quant à la mesure scélérate introduisant le service minimum. Nous devons partout affirmer qu'il ne peut y avoir compatibilité entre attachement à la Fonction publique et volonté de mettre en œuvre le service minimum !

Quoiqu'il arrive, à aucun moment et en aucun lieu, la CGT ne validera un quelconque dispositif local d'encadrement du droit de grève !

La responsabilité de la CGT face à cette contre-révolution managériale est bien de lutter pour obtenir l'abrogation de cette loi !

Cette loi du 6 août est venue compléter et même parachever toutes celles qui ces 15 dernières années ont désorganisé les collectivités territoriales : MAPTAM, RCT, NOTRE ont consisté à soumettre les services publics à la libre concurrence et à adapter les territoires et le monde du travail aux logiques libérales imposées par l'Europe.

Après l'État, c'est maintenant au tour des collectivités locales et de la Fonction Publique Territoriale d'être la cible privilégiée de l'austérité budgétaire. Après avoir servi d'amortisseur de son propre désengagement pendant trente années, les Collectivités Territoriales et nos services deviennent de plus la variable d'ajustement de l'État. Elles ne peuvent déjà plus mener convenablement leurs missions de services publics pour la satisfaction des besoins des populations. De nombreux collègues sont en lutte partout dans les départements pour dénoncer la dégradation des services publics et de leur condition de travail.

Les services publics de proximité sont des acteurs déterminants dans l'équilibre rural/urbain essentiel dans notre pays. Avec la multiplication des fermetures de services publics, nous assistons à l'abandon pur et simple des territoires ruraux au profit de la métropolisation du territoire. Bien que l'urbain soit également touché par le manque de proximité et de moyens. Les maisons de service au public ou demain, les maisons France Service ne sont qu'un leurre destiné à faire rentrer des services privés dans le giron du public et à transformer les usagers en clients.

V- Retraites

Macron n'a jamais caché qu'il souhaitait une remise en cause systémique de nos retraites. Aujourd'hui encore tous les travailleurs cotisent selon leurs moyens et reçoivent selon leurs besoins. Ce principe permet à un travailleur ayant atteint un âge légal de percevoir une pension à hauteur de 75% de son dernier salaire, grâce à la socialisation du salaire dans des caisses. De nouveaux droits s'y sont ajoutés pour rattraper les inégalités subies pendant la carrière notamment pour les femmes comme les trimestres supplémentaires à chaque enfant et la pension de réversion.

Demain, le gouvernement veut abolir ce principe par plusieurs attaques :

Tout d'abord fixer un plafond global de dépenses : 14% du PIB quel que soit le volume de pensions à servir : inutile de vous préciser que plus les retraités seront nombreux, moins le montant des pensions sera élevé.

La fixation de ce plafond vise à accréditer l'idée que demain il n'y aurait pas suffisamment d'argent pour payer les retraites et surtout qu'il n'y aurait pas suffisamment d'actifs pour cotiser. Mais quand le système par répartition a été mis en place, personne n'avait encore cotisé et pourtant les pensions ont bien été versées...

Non ! Le seul et vrai problème ce sont le chômage et la précarité qui enlèvent des recettes sur toutes les branches de la Sécu, dont celle des retraites. Un phénomène aggravé par les exonérations de cotisations depuis près de 40 ans, la fiscalisation par la mise en place de la CSG et donc la gestion par l'État de ressources prévues pour les retraites.

Dans ce cadre là, le faible montant des pensions poussera naturellement les plus aisés à se doter d'autres systèmes assurantiels : la retraite par capitalisation accentuera ainsi toujours et encore les inégalités.

Le projet Macron prévoit de généraliser un système par points. Bon nombre de régimes sont déjà par points, et notamment la CNRACL et l'IRCANTEC. Mais le problème du projet Delevoye c'est que la valeur unitaire du point serait constamment revue en fonction du contexte économique. Inutile là aussi de vous préciser que, pour chaque gouvernement qui pratiquerait l'austérité, ce serait à la baisse.

Pour augmenter un peu le montant de leur pension, les travailleurs seront incités à travailler plus longtemps au détriment de leur état de santé. L'espérance de vie en bonne santé reculant déjà, avec un tel système de retraite c'est l'espérance de vie en général qui risque de reculer.

Le but enfin du gouvernement est de supprimer la gestion par les travailleurs des caisses, notamment de la CNRACL, je fais d'ailleurs une parenthèse pour vous rappeler que nous élirons en 2020 nos représentants à la CNRACL. Mais je sais que des camarades interviendront dans le débat à ce sujet, je referme donc la parenthèse.

Bref, le gouvernement veut détruire un système de retraite mis en place et géré par les travailleurs pour mettre en place un système qui serait géré par l'État et par des sociétés financières qui n'ont d'autres objectifs que de créer du profit !

Alors je vous pose la question : allons nous laisser faire ?

VI- Notre vie syndicale

Bien sûr, la réponse est non. Mais cela impose des exigences qui sont celles d'avoir une organisation CGT à la hauteur des enjeux. Nous avons besoin de faire un état des lieux de nos difficultés et de nos points forts et prendre les décisions qui s'imposent.

Entre décembre 2014 et décembre 2018, plusieurs scrutins intermédiaires ont eu lieu consécutivement à la fusion des régions et à la création de nombreuses intercommunalités.

La direction fédérale s'est engagée, à travers un suivi régulier, et avec de nombreux outils aux côtés des syndicats dans tous ces scrutins.

Si l'on peut constater que la CGT marque le pas dans sa globalité dans le 2^{ème} cycle électoral, la FDSP tout en reculant de 0,7 point maintient non seulement sa position de première organisation dans la FPT, mais permet aussi de conserver la première place dans la FP. Parmi les faits marquants, du scrutin de 2018, 46 000 inscrits en moins que 2014, dus aux suppressions de postes et aux coupes budgétaires. Les analyses révèlent tout de même une forte baisse de la participation (moins 3,1 points).

Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène : le mode de scrutin, développement du vote par correspondance, le passage au vote électronique (4,7 points de moins que la moyenne nationale), mais également une augmentation significative du vote blanc ou nul imputable certes à la complexité du vote par correspondance, mais également à un contexte de méfiance et d'indifférence face à des syndicats perçus comme des institutions. Je vous rappelle que nous étions en plein mouvement des Gilets jaunes qui se voulaient un mouvement apolitique et « asyndical ». Ce mouvement a beaucoup évolué ensuite notamment avec l'implication de nombreux camarades.

Cette abstention est également à mettre en relation avec le glissement organisé par le patronat du syndicalisme de lutte des classes vers un syndicalisme institutionnalisé autour du dialogue social mettant en relations des partenaires sociaux. Ce chantier dit "de refondation du syndicalisme" si cher à Fillon lorsqu'il était Premier ministre et ensuite éphémère candidat, est largement relayé dans les médias mainstream et dans l'idéologie dominante. Il contribue à cette perte de confiance des salariés envers les syndicats et à associer la CGT à tous les autres syndicats.

Il est à noter que toutes les organisations syndicales reculent en nombre de voix. Ainsi cette défiance n'épargne personne et la première place de notre organisation induit forcément qu'elle soit la plus percutée. Aujourd'hui, la première place Public/privé de la CFTD n'est du qu'au seul fait quelle a perdu moins de voix que la CGT, ce qui interpelle sur le rapport des salariés aux syndicats.

Cela doit donc nous interroger à la fois sur nos pratiques, sur la façon dont nous élaborons nos revendications, sur notre capacité à rester un syndicat de classe et de masse, bref à conserver et s'il le faut, à retrouver notre identité et à remobiliser les salariés sur leur capacité de gagner ! Ce dont a besoin la CGT c'est que les salariés, les agents de nos services perçoivent ce qui nous distingue. Et ce qui nous distingue, c'est qu'ils deviennent massivement propriétaires de leur outil commun pour revendiquer, lutter et gagner: la CGT !

Dans l'immédiat, concernant **la syndicalisation**, si les exercices 2014, 2015 et 2016 ont montré une hausse régulière du nombre de syndiqués dans la FD, l'exercice 2017 avec – 2 130 syndiqués doit nous alerter. L'année 2018 qui sera bientôt clôturée semble également

prendre la même voie... Une diminution sur une année peut être une alerte, sur 2 années consécutives cela devient une urgence à traiter !

Si la diminution du nombre de FNI est proportionnellement moins forte dans notre fédération que dans le reste de la CGT elle reste une question préoccupante que nous devons saisir. Jusqu'à 2017 la FDSP était la première fédération en nombre de FNI, en 2018 nous risquons de nous faire dépasser par la fédération de la Santé...Et 2019 prend le même chemin...

Au-delà de cette espiègle compétition, il s'agit bien de renforcer notre corps militant afin d'élever le rapport de force.

VII- Notre projet revendicatif

Ce que nous voulons, en tant que militant CGT, est clair : la double besogne édictée dans la charte d'Amiens doit rester notre boussole.

Pour cela nous avons déjà un corpus revendicatif que nous portons pour l'amélioration du quotidien :

- Oui la CGT revendique les 32h hebdomadaires sans perte de salaires. C'est à contre-courant de l'idéologie dominante de la période, mais cela va bien dans le sens de l'Histoire (avec un grand « H »). Diminuer le travail pour travailler toutes et tous c'est logique et légitime, nos anciens ne se sont pas posé la question quand ils ont obtenu la journée de 8 h il y a tout juste 100 ans.
- Avoir des salaires à hauteur de nos qualifications, c'est la reconnaissance de ces qualifications. Un début de carrière sans qualification reconnue à 1800 euros bruts c'est un minimum. Un déroulement de carrière basé sur l'ancienneté avec les augmentations de salaire en conséquence, c'est le cœur de nos revendications.
- Que nos cotisations, issus de notre travail ne soient pas vampirisées par le patronat, mais bien utilisées pour notre Sécurité sociale, nos retraites, nos familles ! Notre système de protection sociale a fait ses preuves sur l'augmentation de l'espérance de vie... Ne laissons pas les plus riches décider qui doit mourir et qui doit vivre ! La gestion de la sécurité sociale, tout comme celle de la CNRACL doit redevenir le fait des travailleurs eux même, c'est une revendication trop souvent oubliée.
- Un Statut de fonctionnaire et un Code du travail. Par le rétablissement et l'amélioration des moyens donnés aux salariés et aux fonctionnaires pour se défendre et améliorer leurs conditions de travail ce sont les services publics que nous contribuons à améliorer.
- Obtenir la retraite à 60 ans et des départs anticipés pour des catégories actives qu'il faut développer, cela va aussi dans le sens de l'Histoire ! Les femmes et les hommes ne sont pas faits pour se tuer au travail ni perdre leur vie à la gagner, et pour cela il est évident que le travail salarié ne peut pas et ne doit pas occuper la partie prédominante qu'il occupe aujourd'hui dans nos vies ! Avoir une retraite en bonne santé, du temps libre, d'autres activités sociales, c'est un droit ! Réaffirmé, ne l'oublions pas, dans la constitution de 1946 qui reste le préambule de notre Vème république ! Nous l'avons gagné, ne reculons pas !

- L'argent public doit servir à l'intérêt général, aux services publics et pas au financement via le CICE des grands groupes financiers qui passent leur temps à gaver leurs actionnaires ! Des besoins en postes de fonctionnaires, en salariés de l'eau, de la thanatologie et du logement social il y en a ! Les luttes successives, la souffrance au travail, le délitement des services publics en sont une illustration criante ! Il est de notre responsabilité à nous la CGT qui avons contribué à construire notre république sociale à ne pas la laisser être détruite par le camp d'en face !
- Enfin ces dernières années la démocratie a trop souvent été bafouée et notamment la démocratie sociale. Se syndiquer est un droit ! Faire grève est un droit ! Militer est un droit ! Et, si j'osais, UN DEVOIR ! Nos patrons et les élus ne cessent de se mettre dans l'illégalité pour empêcher la démocratie sociale de fonctionner ! Et en même temps, ils n'hésitent pas à nous attaquer sur l'utilisation du droit de retrait. Soyons sans complexe et sans concession sur nos droits ! Nous nous laissons mettre sous pression trop souvent sur ces sujets !

L'institutionnalisation vers laquelle ils nous poussent est un piège, nous l'avons compris ! Réaffirmons alors haut et fort ce pour lequel nous nous battons.

La liberté d'expression et de manifestations, la liberté de se syndiquer, de mener une activité syndicale sans aucune discrimination. Le fait de décider de cesser son activité par la grève pour cesser la production n'est pas quelque chose de naturel ni de facile... Mais elle ne doit pas pour autant être entravée tout comme la liberté d'expression !

La France du XXIème siècle ne doit pas redevenir celle du XIXème !

VIII-La démarche revendicative pour gagner

Ce corpus revendicatif étant entendu, il reste la question du comment. Et souvent dans nos débats, dans les rencontres que j'ai pu avoir avec certains d'entre vous, vient cette question... Soyons lucides, mes camarades, mais sans défaitisme ni résignation.

Oui la période est complexe, les attaques se multiplient à un rythme frénétique. Oui se battre contre est démobilisant... Et les échecs le sont encore plus...

Mais nous sentons également une large envie dans la population d'un renouveau social. La mobilisation des Gilets jaunes, des Stylos rouges, des Gilets roses, des jeunes pour le climat sont des signes significatifs d'un climat social. Toutes ces mobilisations ont un point commun, une volonté de progrès social rapide et d'un environnement sain et apaisé pour les femmes et les hommes.

C'est en ce sens que la fédération CGT des Services publics a choisi de s'inscrire dans la démarche confédérale « comment mener la démarche CGT pour gagner ».

Nous serons tous d'accord sur ce point : la CGT se revendique comme étant un syndicat de masse et de classe. Or, pour être de masse, il faut être fort partout et pour être fort partout il faut être fort chez soi, dans son syndicat, dans sa collectivité, dans sa boîte.

Pour être fort dans sa boîte, il faut la connaître, connaître ses collègues, connaître les missions exercées et surtout connaître les problèmes rencontrés, les revendications des salariés et des agents.

Ensuite il est nécessaire de se fixer des objectifs atteignables. Un syndicat avec ses 10 militants ne peut pas couvrir un service de 1000 agents. Il doit d'abord se développer, se concentrer sur certains secteurs. Développer les heures mensuelles d'informations dans ces secteurs, tracter régulièrement sur leurs problématiques, rencontrer les agents, les convaincre de rejoindre la CGT, les former, en faire des militants.

C'est comme cela qu'un syndicat de 150 syndiqué.e.s, mais seulement 10 militants pourra faire grossir les rangs des militants. C'est comme cela que l'on transforme un militantisme concentré sur le service individuel en un syndicalisme de contact avec les agents, de revendications et de masse qui renoue avec le sens originel de la CGT, un outil pour la lutte et pour gagner.

Cette démarche, que je viens de décrire à grand trait sera petit à petit mise en place à tous les niveaux de notre fédération. Je sais que quelques camarades la connaissent grâce à leur Union départementale, certains s'y sont d'ailleurs déjà engagés.

Chaque échelon de la fédération du syndicat aux CSD doit impérativement être acteur de cette démarche.

Dans une organisation comme la nôtre qui compte plus de 2 000 syndicats, il est nécessaire de pouvoir compter sur nos coordinations syndicales départementales : que cela soit pour transmettre des informations importantes, des préavis de grèves, des tracts, des éléments de compréhensions de textes réglementaires, bref tout ce qui fait la vie d'une fédération au quotidien. Ces échanges d'information ne doivent pas non plus se faire que dans un seul sens, de la fédération vers les CSD, mais également des CSD vers la fédération.

Alors que la fédération CGT des services publics est la première organisation sur tout le territoire, dans tous les départements avec un maillage territorial à faire pâler un préfet, les camarades de permanence ont parfois plus d'infos sur les réseaux sociaux... Comment vous dire ?...

Les comités nationaux fédéraux, qui réunissent les CSD 3 fois par an à Montreuil sont des moments importants d'échanges entre la direction fédérale et les CSD... en regardant le bilan, il existe encore trop de CSD, une vingtaine, qui ne viennent même pas une fois par an dans nos réunions de CNF. Au lieu de leur jeter la pierre, nous devons en comprendre les raisons, renouer le lien et repartir ainsi sur de bons rails. C'est pourquoi dès le début du mandat, un groupe de travail composé à la fois de membres de la direction fédérale, mais également de syndicats et de CSD va être créé afin de réaliser un véritable état des lieux de nos outils. Ces membres se rendront dans tous les départements, aborderont sans filtres tous les aspects et feront des préconisations afin de faire évoluer nos pratiques. Nos coordinations syndicales ont 25 ans d'existence, il est temps que ce travail soit réalisé.

S'agissant de nos coordinations fédérales régionales : les CFR sont l'outil de coordination des CSD. Là aussi c'est un outil dont nous devons nous préoccuper. Toutes les régions n'en sont pas dotées et cela devra être un chantier prioritaire du début de mandat.

Concernant nos outils spécifiques que sont l'UFICT et l'UFR, je ne développerais pas plus, les travaux croisés sont réguliers et s'ils restent à construire dans les départements, ce travail conjoint sera sans nul doute développé dans le mandat à venir.

Un autre point incontournable de notre vie syndicale sur lequel il est essentiel aussi de mettre l'accent est la formation syndicale. Elle permet souvent au syndiqué d'avoir un premier contact avec nos Unions locales ou départementales et de voir donc à quel point notre CGT est riche et grande de ses militants. Elle est souvent le premier lieu où le syndiqué apprend la culture du débat formateur, bref elle est souvent le premier lieu d'acquisition des pratiques syndicales et en ce sens elle ne doit pas être négligée. Là aussi les CSD ont un rôle primordial à jouer, avec le secteur de la formation fédérale pour monter des plans de formation qui correspondent aux besoins des syndicats.

Des besoins se font sentir, les camarades en responsabilité vont y travailler avec l'objectif de renforcer la CGT partout où elle est présente et d'assurer son déploiement partout où elle ne l'est pas !

Mais dans tous nos travaux qui s'ouvriront suite à notre congrès, un seul objectif doit nous guider, c'est de donner ou redonner toute sa place et tout son rôle au syndicat. Le syndicat, c'est l'organisation de base qui guide notre action pour renforcer la CGT et donc les luttes.

Statutairement et dans nos règles de vie, le syndicat est l'organisation de base. Mais attention, il n'est pas l'organisation de base de sa seule fédération, mais bien de toute la CGT !

C'est cela l'objectif qui doit nous animer ces prochaines années : renforcer la CGT dans tout notre champ fédéral, public, privé. Il doit se teinter de rouge !

IX- Les luttes, le 5 décembre et les suites

Pendant les 4 années écoulées tous les champs de notre fédération ont été au moins une fois dans les luttes : la petite enfance, à travers notamment le collectif « Pas de BB à la consigne », les ATSEM, les EHPAD et les services d'aide à domicile, les agents des collectes et tri des déchets, les agents de l'eau, du logement social, des routes, les travailleurs sociaux, les agents des collèges et lycées et les pompiers. Ces derniers sont notamment dans un mouvement de grève depuis le 26 juin dernier.

Cela fait de nombreux mois que la colère gronde, que le mécontentement se fait jour, que les luttes locales se multiplient et que les syndicats s'emploient à monter le « Tous ensemble ».

La date du 5 décembre, décidée par les agents de la RATP comme le début d'une grève reconductible a été très vite rejoint par d'autres professions. Cette « convergence » est

surtout le signe d'une envie de monter un mouvement victorieux, un mouvement qui ne soit pas un coup d'épée dans l'eau ou un « one shot », mais bien le blocage de l'économie indispensable à l'ouverture de négociations. Nous le savons tous ici c'est la seule condition qui ait prévalu dans l'Histoire.

Notre Boussole, elle est claire: nous ne convaincrions pas les patrons, pas plus que les institutions publiques nationales et locales qui les servent, nous les vaincrions !

Pour y arriver, ce sont bien les syndiqués, les salariés, les agents de nos services qu'il faut convaincre de trois choses:

- 1) Il est possible de faire autrement ce qui appelle à connaître, maîtriser et porter nos propres contenus.
- 2) Il est possible de l'obtenir par le collectif et la lutte, car toute lutte place de fait la victoire à portée de main, que ce soit dans l'immédiat ou dans le temps.
- 3) Partant de ce qui précède, la lutte est le seul ressort du progrès pour tous et de la démocratie réelle !

Les débats dans la CGT ont largement pointé les limites des journées d'action isolées qui ne correspondent plus aux attentes des militants et des agents, et la nécessité d'œuvrer au « tous ensemble », à la même date, sur des revendications communes. La défense de nos retraites, condition préalable à leur amélioration, représente ce cadre de convergence. Bien entendu cela n'enlève rien à la nécessité de poursuivre notre engagement pour mobiliser les agents contre la mise en œuvre de la loi Fonction publique, en exiger l'abrogation et défendre pied à pied notre droit de grève.

Débattre et construire la perspective de la grève et son éventuelle reconduction, de la grève pour bloquer l'économie, de la grève pour gagner, cela implique de mettre en discussion la date du 5 décembre dans les commissions exécutives de nos syndicats, dans les réunions des CSD, dans les heures d'information syndicale.

C'est dans cette perspective que le syndicat CGT FTDNEEA a proposé l'initiative « le tour des luttes » à la direction fédérale. Initiative accueillie avec enthousiasme qu'il me revient à mon tour de vous présenter puisque nous avons tous ici un rôle à y jouer.

En effet, vendredi matin, tous les délégués seront invités à accompagner en manifestation les camarades qui partiront à vélo pour un tour des luttes à partir de la gare de Montpellier.

Ce Tour des luttes consiste à relier Montpellier à Paris à partir du vendredi 22 novembre jusqu'au 5 décembre :

14 jours avec 2 camarades à vélo, Jean-Jacques PICOT et Christian GARNIER tous 2 licenciés de la Mairie de Paris à la suite d'une action syndicale.

Cette idée relierait 2 intérêts : mettre en lumière la situation de nos 2 camarades et faire ainsi pression pour leur réintégration...et participer à faire monter la mayonnaise pour avoir des actions et des grèves à compter du 5 décembre.

À chaque étape organiser avec les secteurs en lutte, Unions départementales, les Unions locales, les comités régionaux, les CSD et CFR des rassemblements à l'arrivée des coureurs et mettre en place des débats avec les salariés et la population.

Le long du parcours, distribuer des tracts à la population pour le 5 décembre.

À l'arrivée sur Paris, traverser le val de Marne et passer par l'aéroport d'Orly pour continuer à impulser la pétition contre la privatisation d'ADP. Faire arriver ensuite nos camarades à la tête de la manifestation parisienne.

Je vous invite donc tous vendredi à 9h du matin départ de la manifestation des congressistes vers la gare de Montpellier pour accompagner nos camarades.

Voilà mes camarades ce que je souhaitai prendre le temps de développer avec vous pour nourrir le débat : nous avons une charte qui détermine le sens de notre action, nous avons un corpus revendicatif, nous avons une démarche. Il nous appartient, pour les quatre ans à venir, à faire en sorte que tous les syndiqués, tous les militants de notre fédération s'approprient ces éléments.

Faisons vivre une CGT de masse et de classe !

Faisons vivre une CGT forte de son histoire, de ses racines et de ses valeurs, mais tournée vers l'avenir pour construire les jours heureux !

Vive le 12^{ème} congrès !

Vive la fédération des services publics qui porte si bien son nom!

Vive la CGT !